



VIVO
ENERGY
CÔTE D'IVOIRE

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 02 JUIN 2014

Rapport Annuel 2013



Shell Licensee

Vivo Energy

Engagement et Politique en matière de Santé, Sécurité, Sûreté, Environnement et de Performance Sociale (HSSE & SP)

Notre Engagement

A Vivo Energy, nous nous engageons à :

- Poursuivre l'objectif de ne porter préjudice à quiconque
- Protéger l'environnement
- Utiliser de manière optimale les ressources naturelles et énergétiques pour fournir nos produits et services
- Respecter nos voisins, et contribuer aux sociétés dans lesquelles nous opérons
- Développer nos ressources énergétiques, produits et services en cohérence avec ces objectifs
- Publier notre performance
- Être le leader dans la promotion des meilleures pratiques applicables à notre industrie
- Gérer les aspects HSSE comme toute autre activité critique de l'entreprise
- Promouvoir une culture amenant tout le personnel de Vivo Energy à partager cet engagement.

Ce faisant, nous visons à avoir des résultats en matière de HSSE et de performance sociale dont nous pouvons être fiers, à gagner la confiance des clients, des actionnaires et de la société toute entière, à faire preuve de bon voisinage et à contribuer au Développement Durable.

Notre Politique

Vivo Energy doit :

- Adopter une approche systématique en terme de gestion HSSE et de performance sociale visant à assurer le respect de la réglementation et de réaliser une amélioration continue de nos performances
- Mettre en place des objectifs conçus pour s'améliorer et pour permettre de mesurer, évaluer et communiquer ses résultats
- Exiger des prestataires une conformité à cette politique HSSE et de performance sociale
- Exiger des sociétés en participation (Joint Ventures) sous son contrôle opérationnel une application de cette même politique et sa promotion dans les autres sociétés en participation
- S'engager efficacement avec le voisinage et les collectivités impactées
- Intégrer les performances HSSE dans l'évaluation de tout personnel et contractant et les récompenser en fonction de leurs résultats.

Christian Chammas

Christian Chammas
Directeur Général, Vivo Energy
Janvier 2013

Approuvé par le Comité de Direction de Vivo Energy

VIVO ENERGY CÔTE D'IVOIRE

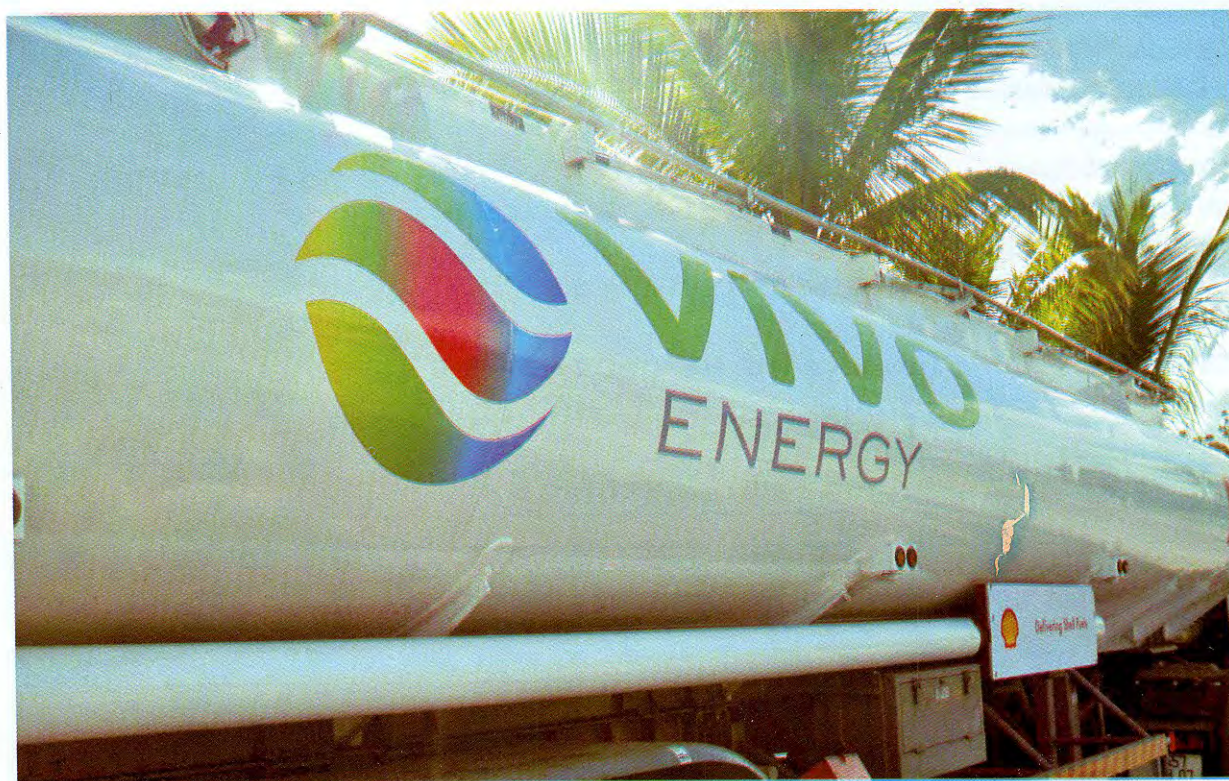
Société Anonyme avec Conseil d'Administration au Capital de F CFA 3.150.000.000

Siège social : Zone Industrielle de Vridi

15 B.P. 378 Abidjan 15 - RCCM : CI-ABJ-1962-B-2623

**ORDRE DU JOUR
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 02 JUIN 2014**

- I - Rapport de gestion du Conseil d'Administration et présentation des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2013**
- II - Rapports général et spécial des Commissaires aux comptes sur l'exercice clos au 31 décembre 2013**
- III - Approbation des comptes et des résultats de l'exercice clos au 31 décembre 2013**
- IV - Affectation des résultats de l'exercice clos au 31 décembre 2013**
- V - Quitus de leur gestion aux Administrateurs et décharge aux Commissaires aux comptes**
- VI - Ratification de cooptation et de renouvellement de mandats d'Administrateurs**
- VII - Fixation du montant des indemnités de fonction du Conseil d'Administration**
- VIII - Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités**



CONSEIL D'ADMINISTRATION DE VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE

CHAMMAS Christian

Directeur Général du Groupe VIVO ENERGY

LE GOFF Bernard

Vice Président pour l'Afrique de l'Ouest du Groupe VIVO ENERGY

KONAN-YAHAUT Franck

Directeur Général de VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE

KONATE Moussa

Directeur Financier de VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE

GBONGUE Robert

Directeur Commercial de VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE

AMICHA Alexis

Administrateur représentant le Ministre du Commerce

ANDE Bouraima

Administrateur représentant Petroci Holding

OUATTARA Seydou

Gestionnaire à la Retraite

Administrateur représentant les Petits porteurs de la BRVM

COMITE DE DIRECTION DE VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE

KONAN-YAHAUT Franck

Directeur Général de VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE

KONATE Moussa

Directeur Financier de VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE

COULIBALY Saibou

Directeur des ventes Réseau de VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE

GBONGUE Robert

Directeur Commercial de VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE

ANOMA Georges

Directeur des Opérations de VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE

HOURGOUE Anne Marie

Directrice des Ressources Humaines de VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE

COMMISSAIRES AUX COMPTES

PricewaterhouseCoopers SA

Immeuble « Alpha 2000 », 23ème étage, Rue Gourgas,
Plateau - 01 BP 1361 Abidjan 01

Cabinet AUDIREC

Immeuble Amiral, II-Plateaux
11 BP. 36 Abidjan 11

I - RAPPORT D'ACTIVITES DE L'EXERCICE 2013

- 1.1 - L'environnement socio-économique
- 1.2 - Evolution des Cours de VIVO ENERGY CI sur l'année 2013
- 1.3 - Les performances en matière d'Hygiène, Sécurité, Sûreté, et de Protection de l'Environnement (HSSE)
- 1.4 - Les ventes
- 1.5 - Les résultats financiers



Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Conformément à la loi et aux articles 26 et 31 de nos statuts, nous vous avons convoqués en Assemblée Générale Ordinaire pour vous rendre compte des activités de votre Société au cours de l'exercice 2013 et vous soumettre par la même occasion, les états financiers arrêtés au 31 décembre 2013 afin que vous décidiez de l'affectation qui doit être faite du résultat obtenu.

I.1. ENVIRONNEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DE L'EXERCICE 2013

I.1.1 Situation générale

En 2013, la reprise de l'activité économique mondiale s'est progressivement affirmée. La croissance mondiale a été de 2,9% contre une prévision de 3,2% selon le FMI. Celle-ci est restée toutefois inégalement répartie selon les zones géographiques. Dans les grands pays émergents ainsi qu'aux États-Unis la croissance a en effet été plutôt vigoureuse tandis que certains pays de la zone euro, en particulier les États qui étaient avant la crise caractérisés par d'importants déséquilibres, ne sont toujours pas sortis de la récession.

La Chine et un grand nombre de pays émergents ont eu un taux de croissance largement supérieur à ceux des pays développés, 7,6% pour la Chine et 3,8% pour l'Inde et 2,6% pour le Brésil, mais en deçà des niveaux élevés observés ces dernières années, pour des raisons conjoncturelles et structurelles. La zone euro est sortie de la récession, mais l'activité est restée faible.

Au plan national, la stabilité macroéconomique a été retrouvée et la dette extérieure après l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE au mois de juin 2012 ne représente plus que 18% du PIB. Les résultats économiques sont bien meilleurs que prévus. La Côte d'Ivoire a rejoint les pays qui ont les plus forts taux de croissance en Afrique.

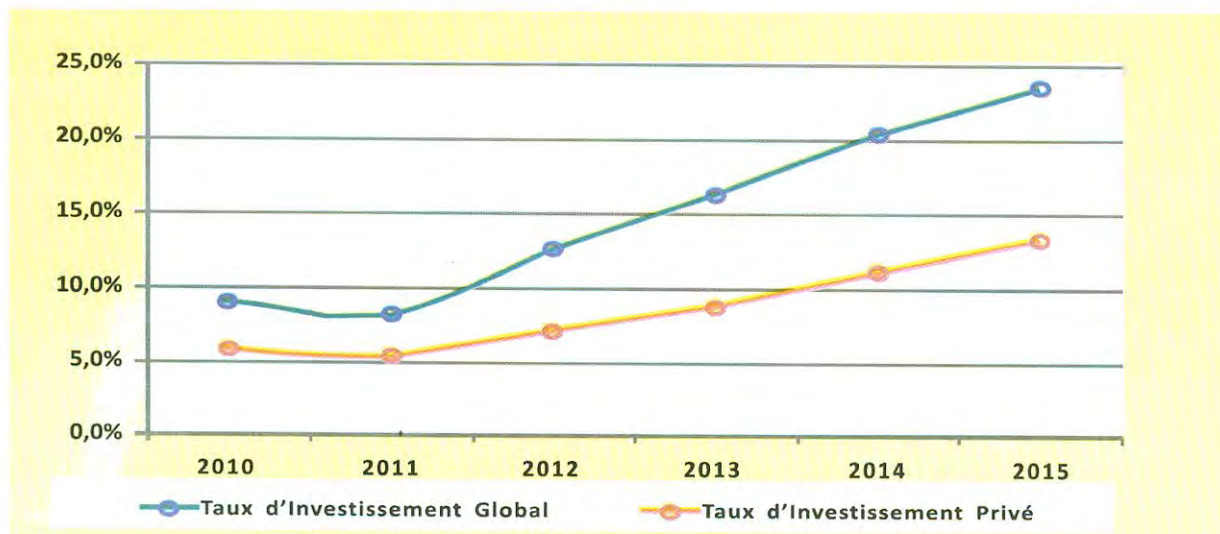
L'année 2013 aura été l'année de la concrétisation des projets de développement, et ce, dans tous les domaines. Avec les profondes réformes structurelles et sectorielles entreprises par le Gouvernement, et l'ambition de faire du secteur privé le principal moteur de la croissance économique.

Le Gouvernement a l'ambition de créer un climat des affaires parmi les meilleurs en Afrique et entend rejoindre le groupe de tête de pays en matière de bonne gouvernance, de lutte contre la corruption et d'Indice de Développement Humain (IDH).

L'environnement des affaires a connu une amélioration qui a été consacrée par le rapport Doing Business, classant le pays parmi les 10 meilleurs pays réformateurs, passant ainsi de la 177ème à la 167ème place sur les 189 pays dont les économies ont été évaluées.

Selon une étude réalisée par le Ministère du Plan et du Développement, le taux d'investissement global passerait de 12,5% du PIB en 2012 à 16,2% en 2013. Le taux d'investissement public passerait de 5,3% du PIB en 2012 à 7,4% en 2013. Quant à l'investissement privé, il passerait de 7,1% du PIB en 2012 à 8,8% en 2013.

Evolution du taux d'investissement (en % du PIB)



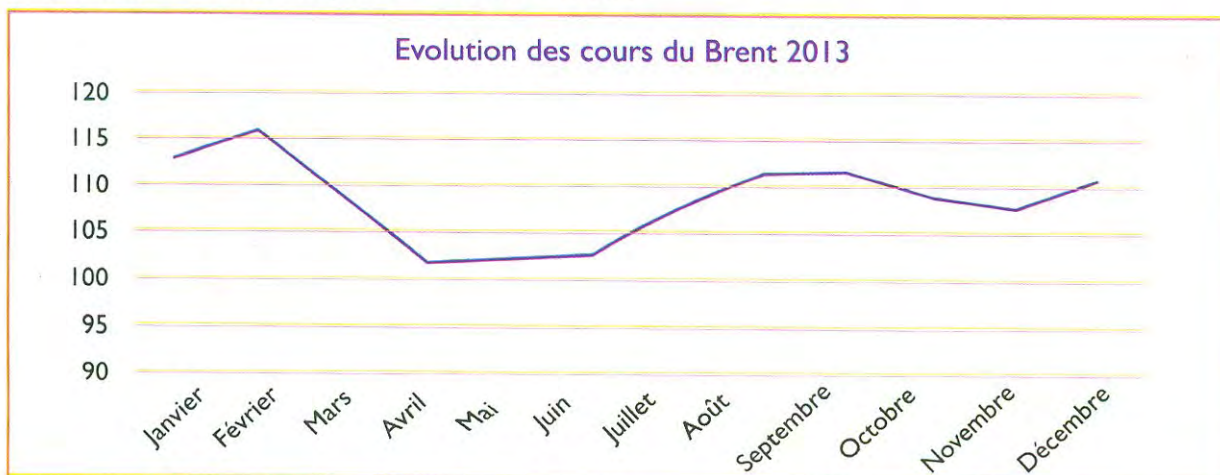
Source : MEMPD/DGPLP

La situation sécuritaire s'est considérablement améliorée en 2013 et devrait demeurer favorable en 2014, en dépit des attaques intermittentes qui ont récemment eu lieu dans des régions frontalières de l'ouest du pays. Les élections locales (régionales et municipales) d'avril 2013 ont achevé le processus de remise en fonctionnement des institutions de la République.

L'activité économique connaît une forte reprise, bien que traduisant en partie un effet de rattrapage. Le taux de croissance du PIB a atteint 8,7% en 2013 selon le FMI. Cette croissance a été principalement impulsée par la réalisation de grands chantiers d'infrastructures socio-économiques engagés par le gouvernement et dans une certaine mesure, la reprise des activités commerciales.

1.1.2 Environnement pétrolier

Au niveau international, le marché des produits pétroliers est resté relativement stable. Le cours moyen du baril de Brent s'est établi à \$107.5, jusqu'au troisième trimestre 2013. Sur fond d'intensification des tensions géopolitiques au Moyen-Orient, il a atteint un point haut fin août 2013 (\$111,29 par baril), alors que les craintes d'une intervention militaire occidentale en Syrie étaient fortes, avant de retrouver un niveau plus faible au cours du mois d'octobre avec la résolution partielle de ces tensions et de l'augmentation de l'offre en provenance des Etats Unis.



L'augmentation de la demande mondiale (+1,2 Mb/jour), portée par la hausse de la demande en provenance des pays émergents, de l'Europe et des États-Unis a été compensée par la dynamique de l'offre mondiale portée par une production toujours soutenue aux États-Unis, et un regain de vigueur dans les pays émergents hors Opep.

Au plan national, plusieurs contrats de partage de production ont été aussi signés.

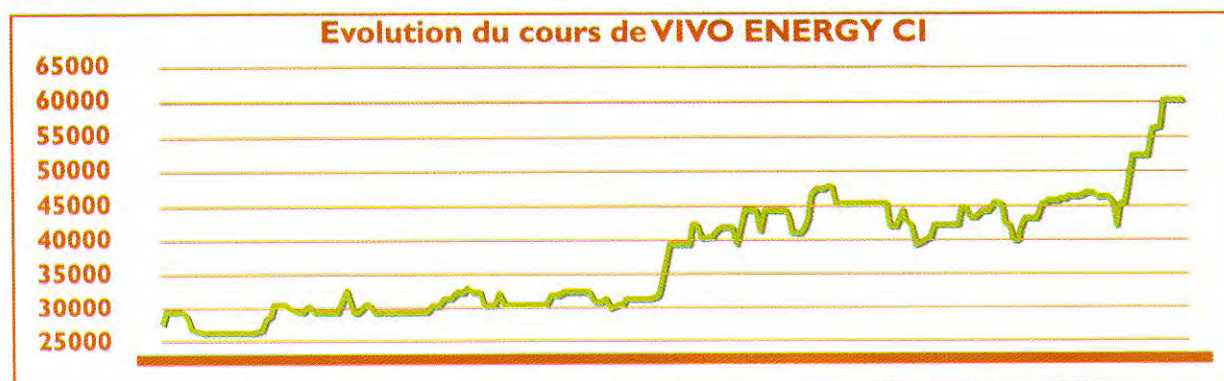
Malgré l'augmentation de la demande, la production nationale de pétrole est sur une tendance baissière et atteint péniblement les 30.000 barils par jour contre 50.000 barils il y'a trois ans.

Dans l'ensemble, les ventes de produits pétroliers se sont accrues de 4% et celui du Groupement des professionnels du Pétrole (GPP) de 17% par rapport à l'année précédente.

Notre société, a continué sa croissance par l'acquisition de deux réseaux de distributions, Royal Oil (10 stations-services) et Lubafrique (22 stations-services) confirmant ainsi sa position de Leader sur le marché du Réseau en Côte d'Ivoire.

1.2 EVOLUTION DU COURS DUTITRE DEVIVO ENERGY CI SUR 2013 À LA BRVM

Le titre VIVO ENERGY CI a clôturé à 60.200 FCFA au 31 décembre 2013 contre 27.300 FCFA à l'ouverture au 02 janvier 2013, passant ainsi la valeur Boursière de la société à soixante-seize milliards (76Mds) contre trente-quatre milliards (34 Mds) de francs CFA au 31 décembre 2012, soit une augmentation de 121%



1.3. NOS PERFORMANCES EN MATIÈRE D'HYGIÈNE, SÉCURITÉ, SÛRETÉ ET DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Indicateurs	Valeurs 2012	Objectif 2013	Valeurs 2013	Commentaires (valeurs de janvier 2013 à décembre 2013)
Nombre de jours travaillés sans accident de travail avec Arrêt de travail (Goal Zero Days)	366	366	180	Exprime le nombre de jours au 31 décembre après le dernier accident survenu le 04 juillet 2013
Cas d'incident avec décès (Employés, Contractants)	0	0	0	
Déversement de produits hydrocarbures avec pollution	0	0	0	
Cas de maladie professionnelle (Employés, Contractants)	0	0	0	
Cas d'incident avec arrêt de travail (Employés, Contractants)	0	0	0	
Accidents de la circulation (Employés, Contractants)	0	0	0	
Braquages de stations-service	7	0	20	20 braquages sans dommages pour le personnel ni impact financier sur la société

Sur les trois accidents de la circulation survenus au cours de l'année 2013 un seul fut directement lié à l'activité de livraison de nos produits.

Notre société n'a enregistré aucune perte en vie humaine parmi ses employés et contractants malgré l'augmentation du nombre de braquages en raison du strict respect des consignes de sécurité et de sûreté.

1.4. LES ACTIVITÉS VENTES DE VIVO ENERGY CÔTE D'IVOIRE EN 2013

1.4.1. Volumes Marché et Vivo Energy Côte d'Ivoire

L'évolution des ventes sur le marché du Groupement des Professionnels du Pétrole (GPP), qui ne prend pas en compte les Indépendants, se présente comme suit, au 31 décembre 2013, comparativement à l'exercice précédent :

SEGMENTS D'ACTIVITES	MARCHÉ (*)		VIVO ENERGY (*)		
	Volumes 2013 000 M3 / TM	Variation * 13-12 (%)	Volumes 2013 000 M3 / TM	Variation * 13-12 (%)	PDM 2013 (%)
RESEAU	764.4	14.0%	256.0	29.4%	33.5%
CONSOMMATEURS	252.1	21.1%	73.5	45.2%	29.2%
S/Total 1	1 016.5	15.7%	329.5	32.7%	32.4%
AVIATION	97.8	49.2%	27.0	1208.8%	27.6%
MARINE	30.3	-5.7%	0.0	0.0%	0.0%
S/Total 2	128.1	31.2%	27.0		21.1%
TOTAL	1 144.5	17.2%	356.5	42.3%	31.2%

(*) : Basé sur les statistiques GPP au 31 décembre 2013 / 2012

La croissance du marché des produits pétroliers au cours de l'exercice 2013 a été de 17.2% comparativement à l'exercice précédent, cette augmentation s'explique par la reprise de l'activité économique et un effet de rattrapage progressif.

Le marché du Réseau a été tiré par la reprise des activités des entreprises et des ménages et a connu une croissance de 14% par rapport à l'année précédente.

Quant au marché Consommateurs, la croissance enregistrée au 31 décembre 2013 s'établit à 21,1% par rapport à l'exercice précédent et a été portée essentiellement par le secteur de la construction.

Quant à notre société, à périmètre constant (marchés réseau et consommateurs), les volumes vendus au cours de l'année 2013 sont en augmentation de 32,7% au 31 décembre 2013 par rapport à la même période de l'exercice précédent.

1.4.2 L'analyse des ventes de Vivo Energy CI par secteur d'activités

- Segment Réseau

Comparativement aux réalisations de l'exercice clos au 31 décembre 2012, ce segment enregistre une augmentation significative des volumes vendus de 29,4% au 31 décembre 2013 sur un marché qui est lui aussi en hausse de 14% sur la même période.

Cette croissance, bien meilleure que celle du marché, s'explique par l'extension de notre réseau de stations-services (les nouvelles acquisitions) et la réhabilitation de l'ensemble du réseau de stations-services d'une part et d'autre part par l'effet combiné du lancement des tickets carburants rechargeables et des initiatives marketings.

- ◆ L'acquisition de réseaux de stations-services d'Indépendants (32 stations-services),
- ◆ L'ouverture de deux nouvelles stations Shell Université et Shell Bangolo,
- ◆ Le lancement des Tickets carburants rechargeables en Aout 2013.
- ◆ La promotion c'est « Déjà Noël chez Shell » en novembre et décembre 2013.

- Segment Consommateurs

Les volumes réalisés par le GPP sur ce segment sont en hausse de 21,1% au 31 décembre 2013 en comparaison avec l'exercice précédent, alors que les ventes de notre société ont augmenté de 45,2% sur la même période.

Cette croissance est portée par les ventes exceptionnelles réalisées sur le Bitume.

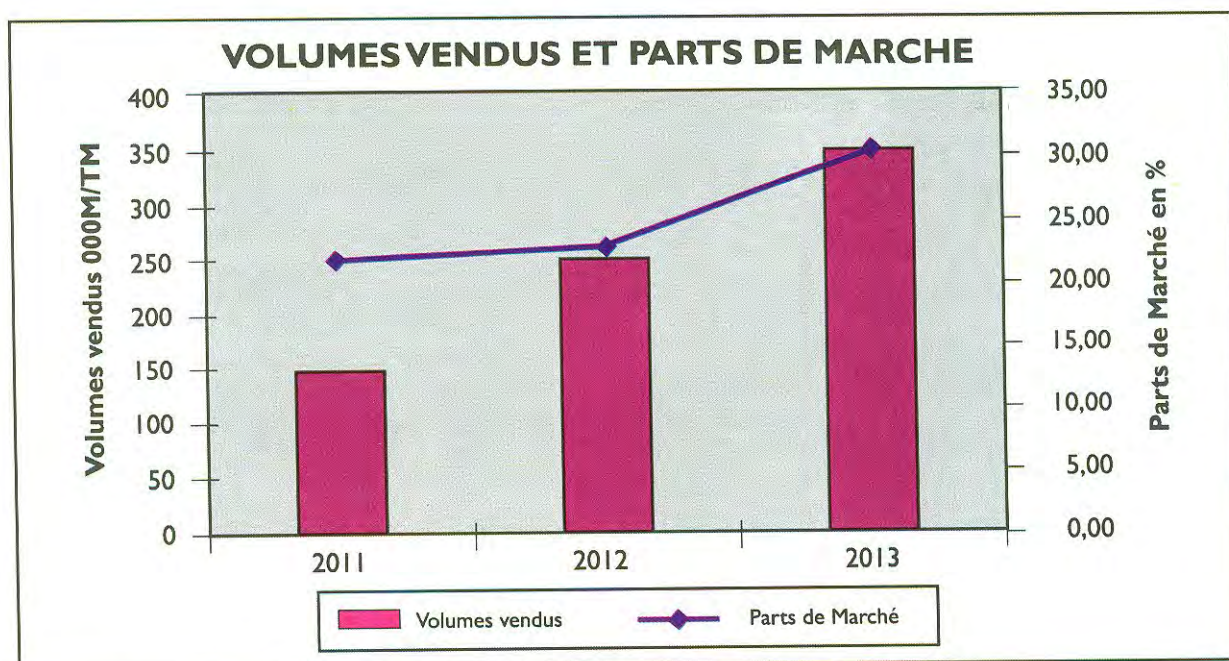
- Segment Aviation

La reprise de cette activité par notre société en octobre 2012 donne des résultats très satisfaisants. Avec un volume vendu de 27 millions de litres sur 2013, soit 27,6% de part de marché enregistré en seulement 15 mois d'activité sur un marché lui-même en croissance de 49,2% par rapport à 2012.

1.4.3 Parts de marché et Evolution des volumes vendus par VIVO ENERGY CI

A périmètre constant, les parts de marché de VIVO ENERGY CI ont évolué comme suit sur l'exercice 2013 :

- Sur le marché intérieur (Réseau et Commercial), elle passe de 28,27% au 31 décembre 2012 à 32,4% au 31 décembre 2013, soit une augmentation de 4 points.
- Sur le marché total de ventes de carburants intégrant les ventes Aviation et Marine, elle passe de 25,67% en 2012 à 31,2% au 31 décembre 2013, soit une progression de 6 points.



(*) : Basé sur les statistiques GPP au 31 décembre (2011 à 2013).

**I.5 - EXAMEN DES COMPTES CLOS
AU 31 DECEMBRE 2013**

1.5 - EXAMEN DES COMPTES CLOS AU 31 DECEMBRE 2013

1.5.1 - Résultats financiers

Compte de résultats en millions de FCFA (MFCFA)

Rubriques	Réalisation 2012	Plan 2013	Réalisation 2013	Var % (2013 / 2012)
	MFCFA	MFCFA	MFCFA	%
VOLUMES 000 M3/TM	248	294	357	43%
CHIFFRE D'AFFAIRES	151 143	158 370	214 350	42%
MARGE BRUTE AVANT TRANSPORT	17 277	21 071	22 110	28%
Produits accessoires et autres produits	615	631	813	32%
Transports	(4 429)	(5 251)	(5 838)	32%
Charges d'exploitation	(10 271)	(10 434)	(13 892)	35%
Dotation aux amortissements	(1 366)	(1 752)	(1 704)	25%
Provisions (+/-)	1 854		3 619	95%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	3680	4 265	5 108	39%
Charges financières sur spots et découverts	(423)	(436)	(785)	86%
Autres charges et revenus financiers	(28)		34	-219%
Charges Hors Activités Ordinaires	(668)		(319)	-52%
Profits Hors Activités Ordinaires	613		84	-86%
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	3 173	3 829	4 121	30%
Impôts	(859)	(957)	(1 077)	25%
RÉSULTAT APRÈS IMPÔT	2314	2 872	3 043	32%

REVUE ANALYTIQUE DU COMPTE DE RESULTATS

Le chiffre d'affaires

Au 31 décembre 2013, le chiffre d'affaires de la société enregistre une augmentation significative de 42% pour s'établir à FCFA 214.350 millions contre FCFA 151.143 millions l'exercice précédent, proportionnellement aux volumes vendus sur la même période.

Cette corrélation entre l'augmentation du chiffre d'affaires et des volumes s'explique par la stabilité des prix de vente des carburants à la pompe sur la période.

L'augmentation du chiffre d'affaires est portée entre autre par l'extension du réseau de distribution par l'ouverture de trente-quatre nouvelles stations-services sur l'année, la croissance enregistrée sur le marché de l'Aviation et les travaux de construction d'infrastructures routières.

La Marge Brute avant transport

Au 31 décembre 2013, la marge brute avant transport est en progression de 28% par rapport à l'exercice précédent due essentiellement à l'augmentation des volumes de vente. Cette augmentation, légèrement

inférieure à celle enregistrée sur les volumes vendus en raison de la combinaison des ventes de Bitumes et celles réalisées sur le segment Aviation qui génèrent des marges unitaires plus faibles que sur le segment Réseau.

Les produits accessoires et autres produits

Ils enregistrent une augmentation de 32% pour s'établir à FCFA 813 millions au 31 décembre 2013 contre FCFA 615 millions l'exercice précédent. Cette progression s'explique par l'augmentation du nombre de stations-services et le lancement de l'activité Ticket Carburant Rechargeable. Ils se décomposent principalement comme suit en millions de FCFA :

Rubriques	Exercice 2013	Exercice 2012	Variation 2013/2012	Variation (%)
Loyers boutiques et stations-services	289	212	77	36%
Commissions boutiques et lavages	281	224	57	26%
Rémunération gestion SIFAL/MSTT	104	81	23	28%
Peines et soins sur tickets carburants	125	94	31	33%
Divers autres produits	15	5	10	200%
Total	813	615	198	32%

Frais de Transport :

Ils enregistrent une augmentation de 32% pour s'établir à FCFA 5.838 millions au 31 décembre 2013 contre FCFA 4.429 millions l'exercice précédent en raison de l'augmentation des volumes vendus. Cette augmentation est inférieure à celle des volumes de vente en raison du mixte de produits, le coût de transport est relativement faible sur le Jet sur le Bitume dont l'enlèvement est assuré par le client.

Les frais de fonctionnement

Les frais de fonctionnements ont en augmentation de 35% et s'établissent à FCFA 13.892 millions contre FCFA 10.271 millions pour l'exercice précédent.

Cette augmentation, inférieure aux volumes d'activité s'explique essentiellement par les éléments suivants :

- Autres Achats : une augmentation de 10%, passant de FCFA 492 millions à FCFA 540 millions, en raison de l'augmentation des dépenses liées aux consommables (papiers, petites fournitures), les charges d'eau et d'électricités, du fait de la croissance de la société.
- Services Extérieurs : une augmentation de 37%, passant de FCFA 6.006 millions à FCFA 8.225 millions, qui s'explique par l'impact des volumes sur les frais de passage dépôt, les frais d'entretien des stations, les frais de télécommunication, l'augmentation des charges locatives liées aux nouvelles acquisitions de stations-services, la campagne promotionnelle « C'est déjà Noël Chez Shell » et l'augmentation des coûts de la main d'œuvre temporaire en raison des stations en gérance directe.
- Impôts et taxes : une augmentation de 76%, passant de FCFA 653 millions à FCFA 1.148 millions s'expliquant par :

- ★ l'impôt foncier et la patente sur les nouvelles acquisitions,
 - ★ les redevances pour l'occupation du domaine public (ODP)
 - ★ la taxe sur la publicité et sur les pompes des nouvelles stations-services,
 - ★ le paiement des droits d'enregistrement des contrats.
- Autres charges : une augmentation significative de 525 millions, passant de FCFA 128 millions à FCFA 653 millions qui se décompose comme suit :

Pertes clients : 629 millions contre 14 millions au 31 décembre 2012, relatifs aux anciens comptes clients confrères. Toutefois, il faut noter que ces pertes n'ont pas eu d'impact sur le résultat de la société en 2013, ces créances ayant fait l'objet de provision depuis 2008/2009. Provisions sur divers clients : 24 millions au 31 décembre 2013 contre 114 millions l'année précédente.

Les amortissements

Les charges d'amortissements enregistrent une augmentation importante de 25% au 31 décembre 2013 comparativement à l'année précédente à cause des nouvelles acquisitions.

Autres produits / reprises sur provisions

Cette rubrique enregistre une augmentation significative de 95% en passant de FCFA 1.854 millions au 31 décembre 2012 à FCFA 3.619 millions au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2013 et s'explique essentiellement par le transfert des charges du Pool MSTT (Vivo Energy CI assure la gestion du Pool MSTT depuis le mois d'avril 2013). La reprise de provisions pour risques et charges est relative aux anciens comptes confrères (voir le commentaire sur la rubrique Autres Charges), de la perte de créance de 181 millions sur l'activité Gaz dont le montant correspondant a été comptabilisé en perte HAO.

Rubriques	Exercice 2013	Exercice 2012
● Transfert de charges des employés régionaux et panafricains	1 112	1 290
● Transfert de charges du Pool MSTT	1 741	0
● Reprise de provisions pour risques	362	844
● Autres reprises de provisions pour risques et charges	680	55
● Reprise de provision pour dépréciation de stocks		6
● Dotation aux provisions pour risques et charges	(276)	(341)
Total	3.619	1.854

Le résultat d'exploitation

Au 31 décembre 2013, le résultat d'exploitation de notre société est un bénéfice qui s'établit à FCFA 5.108 millions contre 3.680 millions l'année précédente.

Cette performance (+39% par rapport à l'année précédente) s'explique par l'effet combiné des éléments ci-après :

- Une augmentation des volumes vendus de l'ordre de 43% par rapport à l'exercice précédent et de 21% au-dessus du plan; Une maîtrise du niveau des charges d'exploitation malgré l'augmentation de l'activité.

Les charges financières sur spots et découverts bancaires

Les charges financières ont enregistré une augmentation de 86% et s'établissent FCFA 785 millions à fin

décembre 2013 contre FCFA 423 millions en 2012 et s'explique par l'augmentation du niveau d'activité et du Besoin en fonds de roulement.

Les Autres charges et revenus financiers est un profit de 34 millions au 31 décembre 2013 contre une perte de 28 millions au 31 décembre 2012 et se décompose comme suit :

- Les dividendes reçus: 88 millions,
- Les escomptes obtenus et la rémunération des soldes créditeurs de banque de 5 millions
- Les écarts de change enregistrés sur l'activité Aviation de 59 millions

Le Résultat Hors Activités Ordinaires (HAO)

Le résultat net hors activités ordinaires (HAO) est une perte de FCFA 235 millions au 31 décembre 2013 contre une perte de FCFA 55 millions au 31 décembre 2012 et se décompose comme suit en millions de FCFA :

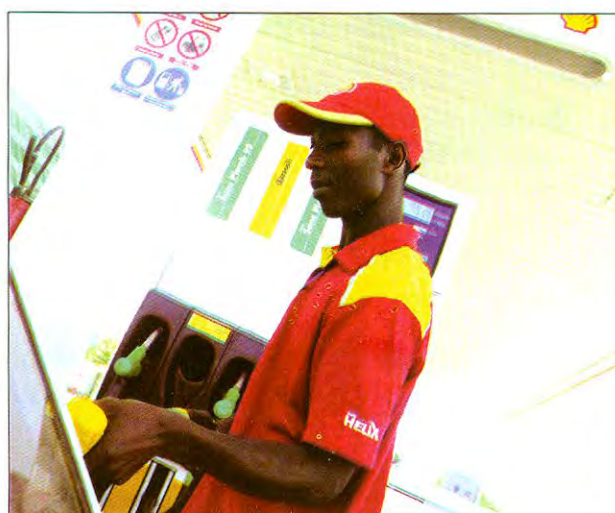
Rubriques	Montant en F.CFA mln
● Autres pertes Hors Activités Ordinaires	(319)
● Profits Hors Activités Ordinaires	84
Total	(235)

Les Autres pertes Hors Activités Ordinaire (319 millions) s'expliquent par une perte sur une créance de 181 millions, liée à la subvention sur transport de Gaz et dont le montant avait fait l'objet d'une provision en 2004, un ensemble de sinistres provisionnés depuis plusieurs années mais non remboursés par les assureurs de 127 millions et une moins-value sur cession d'immobilisation de 11 millions.

Le profit sur les Hors Activités Ordinaires (HAO) de 84 millions s'explique essentiellement par notre quote part du résultat réalisé sur le dépôt HRS.

Le résultat net après impôt

Au 31 décembre 2013, le résultat net après impôt de notre société est un bénéfice de 3.043 millions contre FCFA 2.314 millions l'exercice précédent soit 32% plus élevé que celui de l'exercice précédent et 6% au-dessus du plan.



Bilan en millions de FCFA (en MFCFA)

RUBRIQUES	Réalisation	Réalisation	Réalisation	Var %
	2011	2012	2013	
ACTIFS				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES	5 169	5 166	5 164	0%
IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES	11 674	14 764	19 648	33%
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	169	169	169	0%
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3 245	4 146	8 585	107%
ACTIFS IMMOBILISES	20 256	24 245	33 567	38%
STOCKS	2 946	5 222	4 229	-19%
DECOUVERTS CLIENTS	7 175	9 019	12 544	39%
AUTRES ACTIFS CIRCULANTS	2 483	2 343	6 742	188%
ACTIFS CIRCULANTS	12 604	16 583	23 515	42%
TRESORERIE ACTIF	408	3 757	2 695	-28%
TOTAL ACTIF	33 268	44 585	59 777	34%
CAPITAL SOCIAL	3 150	3 150	3 150	0%
PRIME D'EMISSION	8 802	8 802	8 802	0%
RESERVES	631	630	630	0%
REPORT	0	(1 139)	425	-137%
RESULTAT DE L'EXERCICE	(1 140)	2 314	3 043	32%
CAPITAUX PROPRES	11 443	13 756	16 050	17%
PROVISIONS REGLEMENTEES	500	500	500	0%
FONDS ACTIONNAIRES	11 943	14 257	16 550	16%
EMPRUNTS	0	0	5 571	
AUTRES FONDS LT	4 411	4 999	5 973	19%
CAPITAUX PERMANENTS	16 354	19 256	28 094	46%
CREDIT FOURNISSEURS	9 129	14 443	17 918	24%
AUTRES PASSIFS CIRCULANTS	5 439	7 405	8 262	12%
DETTE D'EXPLOITATION	14 569	21 848	26 181	20%
ENDETTEMENT BANCAIRE	2 346	3 481	5 502	58%
TOTAL PASSIF	33 268	44 585	59 777	34%

ACTIF

Immobilisations incorporelles nettes

Les immobilisations incorporelles restent relativement stables sur l'exercice 2013 et s'établissent à FCFA 5.164 millions contre FCFA 5.166 millions l'exercice précédent.

Immobilisations corporelles nettes

Les immobilisations corporelles enregistrent une hausse de 33% pour s'établir à FCFA 19.648 millions au 31 décembre 2013 contre FCFA 14.764 millions l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique principalement par les investissements réalisés sur notre Réseau de stations-service notamment la rénovation de 32 stations et l'ouverture de deux nouvelles stations Shell Université et Shell Bangolo.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières restent stables sur l'exercice 2013 et s'établissent à FCFA 169 millions.

Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières enregistrent une augmentation de 107% au 31 décembre 2013 et s'établissent à FCFA 8.585 millions contre FCFA 4.146 millions l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique principalement par le paiement d'avance de loyers sur les baux des stations-services.

Stocks

Au 31 décembre 2013, les stocks enregistrent une baisse de 19% comparativement à l'exercice précédent pour s'établir à FCFA 4.229 millions contre FCFA 5.822 millions l'exercice précédent. Cette situation s'explique notamment par des pics de ventes enregistrés sur le mois de novembre et de décembre 2013 et la stabilité relative des prix sur l'année.

Créances clients

Les découverts clients ont connu une augmentation de 39% pour s'établir à FCFA 12.544 millions à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2013 contre FCFA 9.019 millions l'exercice précédent. Cette augmentation est liée à la croissance du chiffre d'affaires.

Autres actifs circulants

Les autres actifs circulants enregistrent une augmentation de 188% passant de FCFA 2.343 millions au 31 décembre 2012 à FCFA 6.742 millions au 31 décembre 2013.

Cette situation s'explique notamment par le transfert des charges du personnel régional aux sociétés du Groupe, comptabilisé en décembre 2013 et de l'augmentation de la créance de TVA sur l'Etat en raison de la baisse du taux de TVA Collectée.

PASSIF

Autres fonds à long terme

Les autres fonds à long terme ont connu une hausse de 19% pour s'établir à FCFA 5.973 millions à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2013 contre FCFA 4.999 millions l'exercice précédent. Cette hausse est consécutive à l'augmentation des dépôts et cautionnements des clients (réouverture de nouveaux sites) et à la revalorisation de la provision relative au passif social de la société (PIDR)

Crédits fournisseurs

La hausse des encours fournisseurs (+24%), soit FCFA 17.918 millions en 2013 contre FCFA 14.443 millions en 2012 est due à l'augmentation de la dette courante vis-à-vis de la raffinerie essentiellement en raison de l'augmentation du volume des activités.

Autres passifs circulants

L'augmentation de 12% enregistrée sur les autres passifs circulants, soit FCFA 8.262 millions en 2013 contre FCFA 7.405 millions au cours du précédent exercice s'explique essentiellement par les provisions pour factures non parvenues à la clôture de l'exercice.

PLAN DE FINANCEMENT EN MILLIONS DE FCFA (MFCFA)

Rubrique	Réalisation	Réalisation	Réalisation	Variation
	2011	2012	2013	2013/2012
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	873	3 176	4 666	47%
DIVIDENDES	(1 159)	0	(750)	
AUGMENTATION DE CAPITAL				
EMPRUNTS	447	1 146	6 577	474%
AUTRES RESSOURCES LT				
INVESTISSEMENTS TOTAL	(2 262)	(5 409)	(10 976)	103%
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
VARIATION FONDS DE ROULEMENT	1 120	3 301	(2 599)	-179%
CASH SURPLUS (DEFICIT)	(1 082)	2 214	(3 083)	239%
TRESORERIE NETTE OUVERTURE	(856)	(1 938)	276	-114%
TRESORERIE NETTE CLOTURE	(1 938)	276	(2 807)	1119%
TOTAL	(1 082)	2 214	(3 083)	239%

Marge Brute d'Autofinancement

La capacité d'autofinancement de notre société a augmentée de 47% et passe à 4.666 millions au 31 décembre 2013 contre 3.176 millions l'année précédente et qu'explique par l'augmentation du résultat bénéficiaire de l'année et des dotations aux amortissements et provisions.

Endettement bancaire

L'augmentation du niveau d'endettement, passant de 1.146 millions à 6.577 millions s'explique par le financement de la croissance enregistrée sur notre réseau de stations-services.

TABLEAU D'INVESTISSEMENTS EN MILLIONS DE FCFA (MFCFA)

Les investissements en immobilisations corporelles au 31 décembre 2013 s'établissent à FCFA 6.544 millions contre un budget de 3.733 millions, en augmentation de 45,2% par rapport à l'exercice précédent

Le détail des investissements s'analyse comme suit en millions de FCFA :

SEGMENT	Réalisé 2011	Réalisé 2012	Plan 2013	Réalisé 2013	Variation 2013/2012
RESEAU	2 079	3 713	2 289	5 534	49,0%
OPERATIONS	386	294	707	498	69,2%
COMMERCIAL	144	292	659	409	40,1%
ADMINISTRATION		207	79	104	-50,0%
TOTAL	2 608	4 507	3 733	6 544	45,2%

Cette augmentation s'explique essentiellement par la croissance accélérée réalisée sur notre réseau de stations-services, aux travaux de mise à niveau du dépôt MSTT et des investissements sur certains sites clients.

1.5.2 - Proposition d'Affectation du Résultat

Le bénéfice de l'exercice s'élève à FCFA 3.043.367.608

Le compte de report à nouveau avant affectation du résultat de l'exercice présente un solde de FCFA 424.566.090

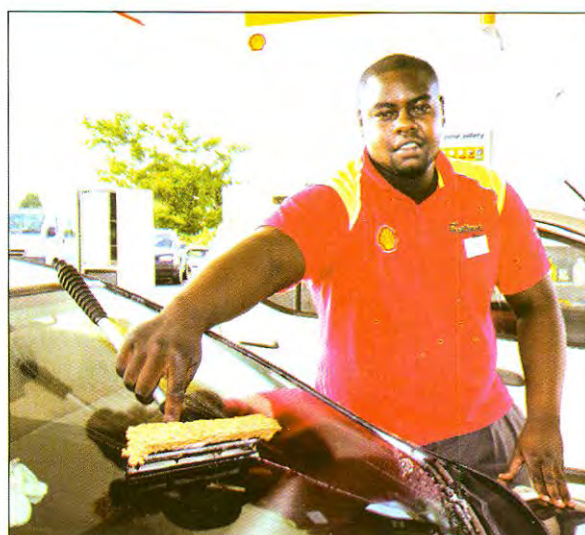
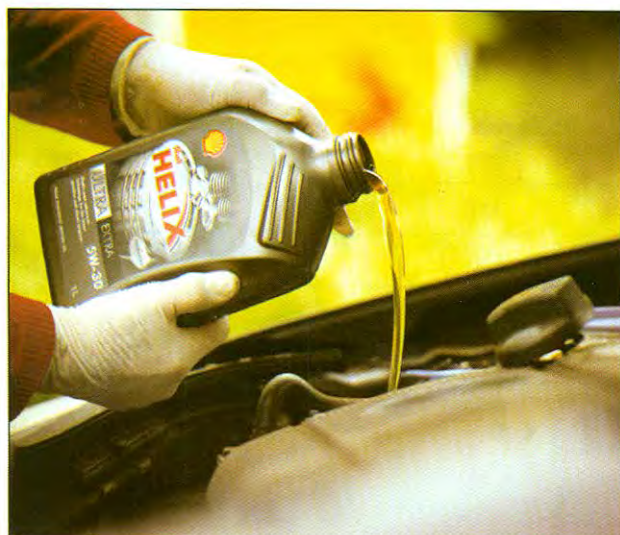
La Réserve légale s'établit à FCFA 630.000.000 à la limite statutaire de 20%.

Le Conseil propose d'affecter les résultats de l'exercice selon le détail ci-dessous :

Rubriques		Montant en FCFA
Résultat de l'exercice au 31 décembre 2013		3.043.367.608
Report à nouveau		424.566.090
TOTAL A AFFECTER	(a)	3.467.933.698
Dotation à la réserve légale		0
Distribution de dividendes	(b)	(900.900.000)
Affectation en Report à Nouveau	(c)	(2.567.033.698)
TOTAL REPARTI (d) =(a) - (b) - (c)		0

Au regard de ce qui précède, nous proposons l'affectation en **dividende de neuf cent millions neuf cent mille francs CFA** soit un montant de **715 FCFA** brut par action et un Report à Nouveau de deux milliard cinq cent soixante-sept millions trente-trois mille six cent quatre-vingt-dix-huit francs CFA.

Cette proposition sera soumise au vote à venir des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires.





II
VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE
(ex-SHELL COTE D'IVOIRE)

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

(EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013)

a/ RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS
(EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013)



Immeuble ALPHA 2000
Rue Gourgas -Plateau -2^{ème} et 20^{ème} étage
01 BP. 1361 Abidjan 01

Deux Plateaux
Boulevard Latrille
11 BP. 36 Abidjan 11

Aux Actionnaires
de VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE
(ex-SHELL COTE D'IVOIRE)
15 B.P. 378 Abidjan 15
Côte d'Ivoire

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS DE LA SOCIETE VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE

(EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013)

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- l'audit des états financiers annuels de la société VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- l'organisation administrative, le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE.

Les états financiers annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de la société. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

I. OPINION SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Côte d'Ivoire ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des états financiers et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.



VIVO ENERGY Côte d'Ivoire
Rapport général des commissaires aux comptes
Exercice clos le 31 décembre 2013

Nous certifions que les états financiers sont, au regard des règles et principes comptables du SYSCOA, réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière et du patrimoine de la société VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE au 31 décembre 2013, ainsi que du résultat des opérations et des ressources et des emplois de fonds pour l'exercice clos à cette date.

II. ORGANISATION ADMINISTRATIVE, CONTROLE INTERNE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ET CONTROLE INTERNE

En application des dispositions des articles 12 et 16 de l'Instruction n° 31/2005 du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés financiers (CREPMF), nous avons procédé aux travaux spécifiques relatifs :

- à l'organisation administrative et le gouvernement d'entreprise ;
- au contrôle interne.

L'organisation générale de la société, la conception et la mise en œuvre du dispositif de gouvernement d'entreprise et de contrôle interne relèvent de la responsabilité de ses dirigeants. Il nous appartient, dans le cadre de notre mission de commissaires aux comptes, de décrire et d'apprécier le dispositif mis en place, afin de former notre jugement.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires en la circonstance.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation significative à formuler sur l'organisation administrative, le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne de la société.

III. AUTRES VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en Côte d'Ivoire, aux vérifications spécifiques prévues par l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE.



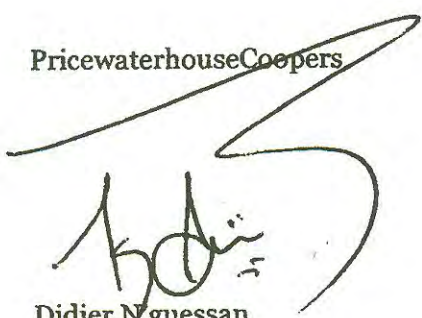
VIVO ENERGY Côte d'Ivoire
Rapport général des commissaires aux comptes
Exercice clos le 31 décembre 2013

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Abidjan, le 05 mai 2014

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers



Didier N'guessan
Associé

Cabinet AUDIREC



Mohamed Palenfo
Associé

II
VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE
(ex-SHELL COTE D'IVOIRE)

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

(EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013)

b/ RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS VISEES
A L'ARTICLE 438 A 448 DE L'OHADA
(EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013)



Immeuble ALPHA 2000
Rue Gourgas -Plateau -2^{ème} et 20^{ème} étage
01 BP. 1361 Abidjan 01

Deux Plateaux
Boulevard Latrille
11 BP. 36 Abidjan 11

Aux Actionnaires
de VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE
15 B.P. 378 Abidjan 15
Côte d'Ivoire

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES
CONVENTIONS VISEES AUX ARTICLES 438 à 448 DE L'ACTE UNIFORME
RELATIF AU DROIT DES SOCIETES COMMERCIALES ET DU GIE DE L'OHADA**

(EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013)

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 440 relatif au droit des sociétés commerciales et GIE de l'Acte uniforme de l'OHADA, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport spécial afférent aux opérations visées aux articles 438 à 448 dudit Acte, qui stipulent que toute convention entre une société anonyme et l'un de ses administrateurs, directeurs généraux ou directeurs généraux adjoints doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration.

Il en est de même des conventions auxquelles un administrateur ou un directeur général ou un directeur général adjoint est indirectement intéressé ou dans lesquelles il traite avec la société par personnes interposées.

Sont également soumises à autorisation préalable du conseil d'administration, les conventions intervenues entre une société et une entreprise ou une personne morale, si l'un des administrateurs ou directeur général ou directeur général adjoint de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur général, administrateur général adjoint, directeur général ou directeur général adjoint de la personne morale contractante.

Cette réglementation n'est pas applicable aux opérations courantes conclues à des conditions normales.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisées, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.



VIVO ENERGY Côte d'Ivoire
Rapport spécial des commissaires aux comptes
Exercice clos le 31 décembre 2013

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en Côte d'Ivoire ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

I. CONVENTION CONCLUE AU COURS DE L'EXERCICE

Nous n'avons été avisés d'aucune nouvelle convention visée aux articles 438 et suivants de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE conclue au cours de l'exercice 2013.

2. CONVENTIONS APPROUVEES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

2.1 Convention d'utilisation de la marque Shell conclue avec Shell Brands International AG (SBI)

Contractant : SBI

Administrateur concerné :
Monsieur CHAMMAS Christian pour le compte de l'actionnaire VIVO ENERGY Holding BV.

Nature et modalités

Les redevances sont facturées à VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE au titre de l'utilisation de la marque Shell.

Le montant payable pour lesdites redevances est calculé en fonction des ventes réelles effectuées sur les quatre (4) trimestres de l'exercice précédent.

La facture est faite sur une base annuelle, en début d'exercice, et payable dans un délai de trente (30) jours après la date de facturation. Le paiement effectué au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013 s'élève à F.CFA 443 millions hors taxes.

2.2 Convention conclue avec Africa Downstream on Products (Pty) Ltd (ADOP)

Contractant : ADOP

Administrateur concerné :
Monsieur CHAMMAS Christian pour le compte de l'actionnaire VIVO ENERGY Holding BV.



VIVO ENERGY Côte d'Ivoire
Rapport spécial des commissaires aux comptes
Exercice clos le 31 décembre 2013

Nature et modalités

Initialement conclue avec Shell International Petroleum Company (SIPC), cette convention avait été transférée à Africa Downstream Oil Products (Pty) Ltd (ADOP) suite à la cession des actions détenues par Shell International Petroleum Company Limited à la société VIVO ENERGY Holding BV avec effet au 28 février 2012. Par suite de cette cession, l'entité Shell Côte d'Ivoire avait changé de dénomination et était devenue VIVO ENERGY Côte d'Ivoire.

Il s'agit d'un contrat d'assistance technique en matière de gestion et d'exploitation opérationnelle de Africa Downstream Oil Products (Pty) Ltd (ADOP). Cette convention, a pour objet de définir l'encadrement des opérations et services conjoints ou coordonnés dans les domaines suivants (liste non limitative) :

- marketing ;
- gestion du personnel et juridique ;
- finance et administration ;
- assistance informatique ;
- approvisionnement, logistique, sécurité et entretien.

La charge globale comptabilisée au titre de cette convention dans les états financiers au 31 décembre 2013 s'établit à F.CFA 1176 millions hors taxes.

2.3 Convention conclue avec SIFAL

Contractant : SIFAL (Société Ivoirienne de Fabrication de Lubrifiants)

Administrateurs concernés :
Monsieur KONAN-YAHAUT Franck
ANDE Bouraima (représentant PETROCI Holding)

Nature et modalités

Mise à la disposition de SIFAL des services généraux et facilités de **VIVO ENERGY COTE D'IVOIRE** et assistance technique au profit de SIFAL en matière de direction et gestion.

Cette convention, signée le 11 juin 1997, a donné lieu à la facturation de "management fees" s'élevant à F.CFA 81 millions hors taxes pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.



VIVO ENERGY Côte d'Ivoire
Rapport spécial des commissaires aux comptes
Exercice clos le 31 décembre 2013

3. REMUNERATIONS EXEPTIONNELLES ALLOUEES AUX ADMINISTRATEURS

L'article 432 de l'acte uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique de l'OHADA soumet également les rémunérations exceptionnelles allouées aux administrateurs, à la même procédure de contrôle et d'approbation que celle prévue aux articles 438 à 448 du même acte.

Le Conseil d'Administration de la société ne nous a avisé d'aucune rémunération exceptionnelle allouée à ses membres pour les missions et mandats qui leur sont confiés, ou d'autorisation des remboursements de frais de voyage, de déplacements et dépenses engagées dans l'intérêt de la société au titre de l'exercice 2013.

Abidjan, le 05 mai 2014

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers



Didier Nguessan
Associé

Cabinet AUDIREC

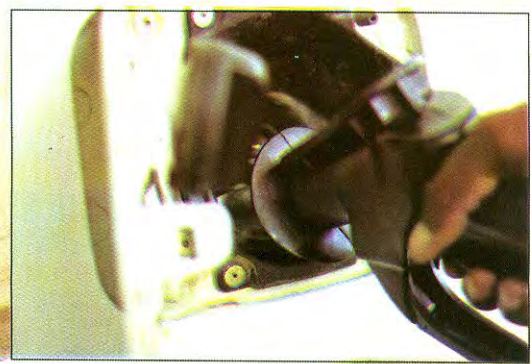


Mohamed Palenfo
Associé



III

**RESOLUTIONS SOUMISES A
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU
02 JUIN 2014**



RESOLUTIONS SOUMISES A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 02 JUIN 2014

Première Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire (AGO) après avoir entendu lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2013 approuve les documents tels qu'ils sont présentés.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire (AGO), après avoir entendu lecture des rapports général et spécial présentés par les Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2013, approuve les comptes et le bilan dudit exercice tels qu'ils ont été présentés conventions incluses.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire (AGO), approuve la proposition du Conseil d'Administration d'affecter le résultat de l'exercice qui s'élève à un bénéfice de FCFA **3.043.367.608** de la manière suivante :

Rubriques

Résultat de l'exercice au 31 décembre 2013
Report à nouveau

Montant en FCFA

3.043.367.608

424.566.090

TOTAL A AFFECTER

(a)

3.467.933.698

Dotation à la réserve légale

0

Distribution de dividendes

(b)

(900.900.000)

Affectation en Report à Nouveau

(c)

(2.567.033.698)

TOTAL REPARTI (d) =(a) - (b) - (c)

0

Au regard de ce qui précède, nous proposons l'affectation en **dividende** de **neuf cent millions neuf cent mille francs CFA** soit un montant de **715 FCFA** brut par action et un Report à Nouveau de deux milliard cinq cent soixante-sept millions trente-trois mille six cent quatre-vingt-dix-huit francs CFA.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire (AGO), donne aux Administrateurs quitus entier et définitif de l'exécution de leur mandat pour l'exercice 2013.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire (AGO) ratifie le renouvellement des mandats d'administrateurs de :

- Monsieur KONAN-YAHAUT Franck, Directeur Général de VIVO ENERGY CI
- Monsieur OUATTARA Seydou, Gestionnaire à la retraite et Administrateur représentant les Petits porteurs de la BRVM qui sont arrivés à expiration le 31 décembre 2013, pour une durée de trois (03) ans c'est à dire jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2016.

L'Assemblée Générale Ordinaire (AGO) ratifie la cooptation en qualité d'Administrateur de :

- Monsieur N'Dri KOFFI, Directeur de Cabinet du Ministère du Pétrole et de l'Energie en remplacement de Monsieur DJEDJRO Guillaume jusqu'à la fin de son mandat, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 2014.

Sixième résolution

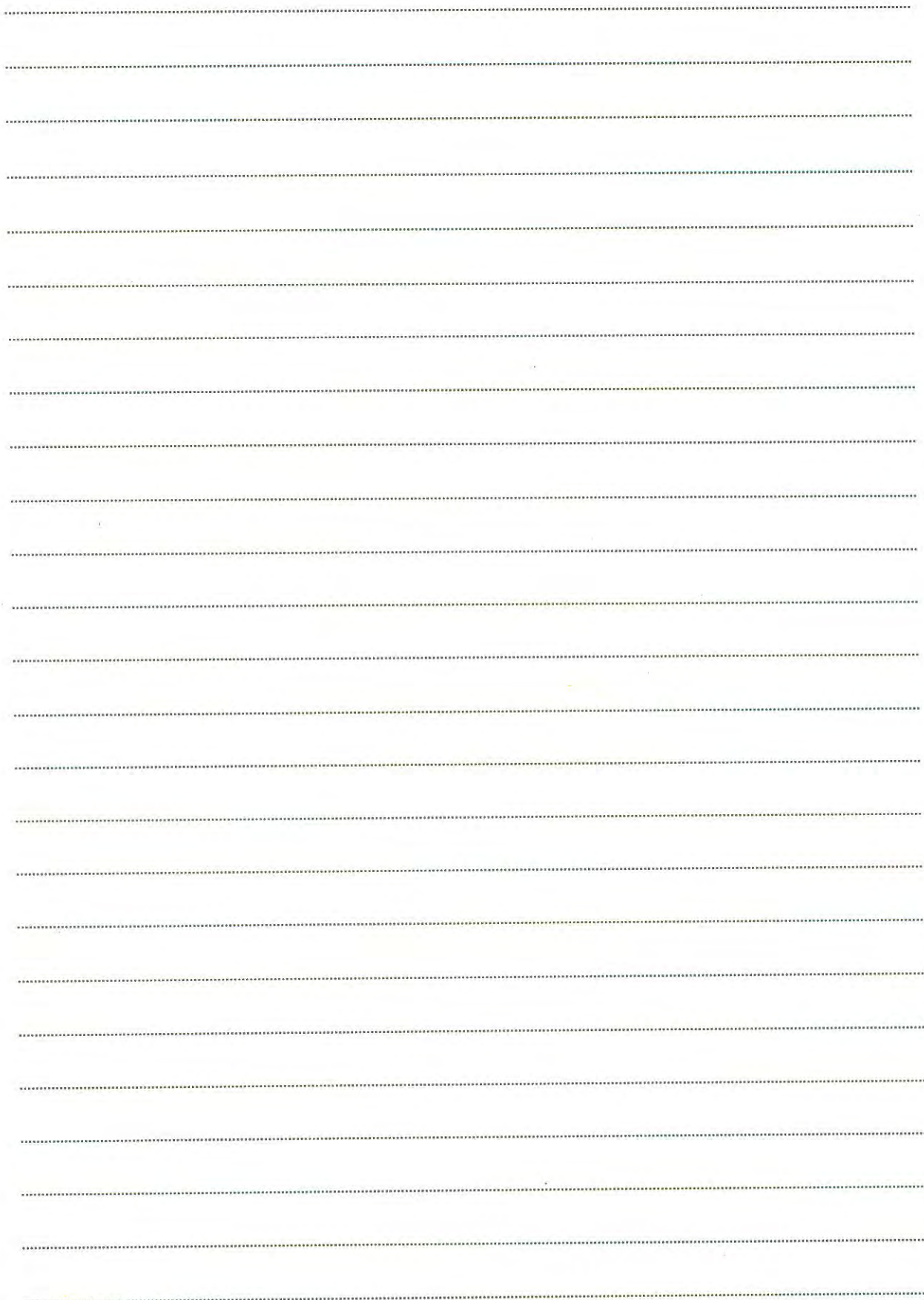
En application des dispositions de l'article 22 des statuts, l'AGO fixe à FCFA 13.200.000 net d'IRVM, le montant de l'indemnité de fonction à répartir entre les Administrateurs pour leur participation aux travaux du Conseil d'Administration pour l'exercice 2013.

Septième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire (AGO), donne pouvoir au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme pour accomplir toutes les formalités rendues nécessaires par les résolutions ci-dessus.



[illegible]



Handwriting practice lines consisting of 20 horizontal rows. Each row is defined by two dotted lines, providing a guide for letter height and placement.



Vivo Energy la nouvelle marque de distribution
et commercialisation de la marque Shell en Afrique.

Vivo Energy est la nouvelle compagnie panafricaine opérant sous la marque mondialement reconnue **Shell**. Notre objectif est de créer une société dynamique, à fort potentiel de croissance, capable d'offrir durablement de la valeur à nos clients, à nos employés, aux communautés auprès desquelles nous opérons et à notre environnement au sens le plus large. A travers cet objectif, nous aspirons à devenir l'entreprise d'énergie la plus respectée en Afrique.

www.vivoenergy.com



Zone industrielle de Vridi
Rue des Pétroliers

15 B.P. 378 Abidjan 15
Tel +225 21 75 27 27 / +225 21 75 27 01
Fax +225 21 27 24 99 / +225 21 27 53 19
www.vivoenergy.com